

Éducation, mobilisation des acteurs et persévérance scolaire : une affaire de société

Article n° 14.01.02 Mots-clés : valorisation, éducation, persévérance scolaire, mobilisation, territoire.

Nous tenons d'abord à saluer l'initiative du comité éditorial de la revue de se pencher sur le vaste thème de la valorisation de l'éducation. Dans son dernier rapport sur l'état et les besoins de l'éducation 2008-2010, le Conseil supérieur de l'éducation affirmait justement « le chemin parcouru en plus de cinquante ans du point de vue de la démocratisation est considérable et la performance du système éducatif n'est plus à démontrer. (...)

Michel Perron, professeur
Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi
Titulaire de la Chaire UGAC-Cégep de
Jonquière sur les conditions de vie, la santé
et les aspirations des jeunes (VISAJ)



Suzanne Veillette
Professeure associée
Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi
Chercheuse à ÉCOBES
Recherche et transfert
Cégep de Jonquière



Introduction

Toutefois, à la lumière de ses observations à l'égard des tendances sociales et des défis à relever pour le système éducatif québécois, le Conseil rappelle « qu'il y a lieu de poursuivre les efforts effectués jusqu'à maintenant au regard des visées d'accès à l'éducation et d'accès à la réussite éducative » (2010 : 50). À partir d'un regard à la fois rétrospectif et prospectif, le présent texte vise à exposer quelques grands défis posés au modèle québécois actuel en matière de formation initiale de la jeune génération. L'analyse se veut d'inspiration sociologique, privilégiant plutôt une démarche de type empirique et inductive, s'appuyant sur des travaux et des expériences auxquels nous avons contribué et continuons de le faire.

Nous examinons en premier lieu comment le projet novateur de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean (SLSJ) en matière de prévention de l'abandon scolaire induit un rapprochement entre deux réalités

(éducation et territoire) qu'il n'est pas usuel de juxtaposer. Un tel rapprochement mise sur l'importance d'œuvrer à la valorisation de l'éducation, un objectif qui devra s'imposer de plus en plus au Québec comme l'indique le Plan ministériel *L'École j'y tiens !*, lancé en septembre 2009 (MELS, 2009). Nous proposons ensuite une sorte d'état des lieux concernant le plan ministériel en discutant des objectifs et des stratégies très ciblés adoptés en matière de persévérance scolaire. Il convient d'explicitier comment la mobilisation actuelle sur la persévérance scolaire découle d'un vaste mouvement social dont la clé de voûte se veut un appel à toutes les forces vives de la société civile, phénomène que nous n'avons pas connu depuis la *Révolution tranquille*. Enfin, pour compléter ce panorama et contribuer si possible à la consolidation de ce mouvement, nous jetons un regard vers le futur en suggérant quelques lignes de force qui illustrent la complexité des défis collectifs à relever.

Éducation et territoire au Saguenay–Lac-Saint-Jean : la mobilisation de tous les acteurs depuis quinze ans

Pour comprendre l'expérience de mobilisation orchestrée par le Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire (CRÉPAS) du SLSJ depuis le milieu des années 1990, on se doit de rappeler le contexte qui l'a vu naître. Ce regard rétrospectif renvoie d'abord aux grandes orientations de ce projet. Étant donné que le décrochage scolaire est désormais vu comme un problème social, on doit favoriser une approche supposant un fort ancrage territorial, l'une des conditions favorables à l'émergence d'un véritable projet de société.

L'ancrage territorial

Les travaux menés dans les années 1990 au Cégep de Jonquière par le groupe ÉCOBES (Étude des conditions de vie et des besoins de la population) permettaient de conclure que divers facteurs influent sur les parcours scolaires et plus particulièrement sur la persévérance scolaire, notamment à l'âge de la scolarité obligatoire. Parmi les nombreux déterminants, on ne doit pas négliger ceux liés aux conditions de vie des jeunes et aux caractéristiques des territoires qu'ils habitent, et ce, à différentes échelles : états, provinces, régions, villes, villages, quartiers.

L'ancrage territorial du projet régional de lutte à l'abandon scolaire qui a donné naissance au CRÉPAS s'exprime dès 1995, au moment des États généraux sur l'avenir du SLSJ. Le cadre stratégique de la démarche reconnaît alors le « décrochage scolaire et l'analphabétisation de la population » comme des enjeux régionaux renvoyant à la nécessité d'améliorer la compétence de la population et de favoriser l'utilisation plus efficace des ressources (CRCD, 1995 : 61). Un tel lien entre une collectivité et son territoire se trouve clairement exprimé à travers le concept de *territorialité* que Caillouette et ses collègues définissent aujourd'hui comme « une conscience collective, non pas "en-soi", mais comme un construit dans l'action et pour l'action » (2007 : 10). Ces auteurs réfèrent d'ailleurs aux travaux de Bourque et Favreau sur l'importance du substrat territorial pour penser les pratiques de développement des communautés. Selon ces derniers, « l'ancrage territorial joue un rôle important sur le plan du développement car il constitue un moteur de l'action collective » (2003 : 3).

Les conditions favorables à l'émergence d'un projet de société

Nous avons exposé dans une publication récente les principaux éléments du cadre de référence et du modèle d'intervention mis en place au SLSJ (Perron et Veillette, 2011). Pour les besoins du présent texte, il convient de condenser en quelques conditions, outre l'ancrage territorial fort, les avancées de cette collectivité en matière de mobilisation pour valoriser l'éducation, pour infléchir les taux de décrochage scolaire et, ce faisant, pour proposer un regard renouvelé sur la jeunesse.



Premièrement, la question scolaire peut devenir une cause rassembleuse pour les acteurs sociaux et les élites régionales. Considérant que la scolarisation d'une relève compétente concerne l'ensemble de la société, dès les premières étapes de la mobilisation, de nombreux leaders préoccupés par le développement régional se sont sentis interpellés. L'idée porteuse est celle de persévérance scolaire, qui sous-tend la nécessité d'agir en priorité sur la prévention et la persévérance et non exclusivement sur la réussite scolaire des jeunes. Persévérance rime donc avec encouragement et soutien de tous les jeunes (chaque jeune a besoin d'encouragements chaque jour, répètent les campagnes publiques annuelles de sensibilisation du CRÉPAS) dans leur épanouissement et dans la poursuite de leurs rêves, tout en visant l'obtention d'un diplôme qui qualifie pour le marché du travail. Ce concept phare a d'ailleurs été adopté partout au Québec et s'impose maintenant dans d'autres pays comme la France.

Deuxièmement, l'approche partenariale fut adoptée dès l'origine autour de la signature de la première entente spécifique. À l'aube d'une quatrième entente spécifique couvrant la période 2011-2016, on peut affirmer que le CRÉPAS appuie toujours sa mission sur une approche partenariale telle que définie par Bourque : « Il s'agit d'une relation d'échange structurée et formalisée (par contrat ou entente de services) entre des acteurs sociaux (communautaire, économie sociale, institutionnel, privé) impliqués dans une démarche convenue entre eux et visant la planification, la réalisation ou l'évaluation d'activités ou de services » (2008 : 8).

Troisièmement, le projet est mené par une équipe bien outillée qui peut compter sur des piliers dans le milieu. Des personnes particulièrement engagées se sont succédé, tant au sein du personnel du CRÉPAS que parmi les instances regroupant une soixantaine de volontaires (dont plusieurs y œuvrent depuis le début) issus de diverses sphères d'activités.

❖ **Délaissant une lecture centralisatrice de l'école et s'appuyant sur une vision systémique des rapports école-société, une vision commune sur l'importance de l'éducation doit se consolider.** ❖

Finalement, s'est ajoutée une autre condition dont l'importance n'a cessé de se confirmer. Il s'agit de l'appui inconditionnel d'une institution, le Cégep de Jonquière, qui joue le rôle de fiduciaire du CRÉPAS, tout en soutenant le Groupe ÉCOBES¹ qui, en assumant la charge de projet, favorise la cofertilisation entre la recherche et l'intervention.

L'éducation et la persévérance scolaire au Québec : de nouvelles priorités

Depuis 2000, des interventions répétées ont permis de diffuser le modèle d'intervention du CRÉPAS dans d'autres régions au Québec, notamment là où la problématique de l'abandon scolaire est particulièrement préoccupante. Ainsi, fort des avancées obtenues après plus d'une quinzaine d'années, le CRÉPAS et, à sa suite, plusieurs Instances régionales de concertation (IRC) partagent leur capital d'expériences et de réflexions avec toutes les régions du Québec et, au plan national, avec divers organismes et instances gouvernementales.

De telles instances régionales de concertation sur la persévérance scolaire et la réussite éducative se sont progressivement constituées dans chaque région, adoptant elles aussi les quatre axes d'intervention promus dans le rapport du Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec : « sensibiliser les membres d'une communauté sur leurs rôles respectifs dans la persévérance scolaire; mobiliser les acteurs autour de plans d'action structurants; mettre en place des actions collectives et multisectorielles; utiliser la recherche pour diffuser les connaissances » (Groupe d'action, 2009). Événement clé de la prise de conscience collective des conséquences de l'abandon scolaire, la rencontre du Mont Sainte-Anne à l'automne 2008

fut le premier événement à dimension interrégionale et nationale favorisant la prise de conscience sur les réalités complexes et les défis collectifs liés à l'abandon scolaire. En mettant à profit les acquis régionaux et nationaux, tout en s'inspirant à l'étranger, le rapport du Groupe d'action, présidé par L. Jacques Ménard, a beaucoup contribué à accentuer l'implication citoyenne qui demeure à l'avant-scène des efforts de mobilisation en cours pour atteindre d'ici 2020 un taux de diplomation de 80 % chez les moins de 20 ans. On a assisté depuis à une appropriation des recommandations du rapport du Groupe d'action, notamment par les instances gouvernementales. En effet, les 10 recommandations ont influencé la *Stratégie d'action jeunesse 2009-2014* du gouvernement québécois (Secrétariat à la jeunesse, 2009) et le plan ministériel *L'école j'y tiens! Tous ensemble pour la réussite scolaire* (MELS, 2009).

Les observateurs en conviendront, les concepts de décrochage scolaire et de persévérance ont maintenant gagné l'espace public et se sont imposés, surtout depuis 2008, dans de nombreux milieux au Québec. D'ailleurs, faut-il le souligner, chacune des trois stratégies québécoises annoncées en 2009 (Groupe d'action, Secrétariat à la jeunesse, MELS) a adopté ces mêmes référents pour opérationnaliser les mesures proposées qui apparaissent fort convergentes. Pour preuve récente, on peut prendre les conventions de partenariat signées entre chaque commission scolaire et le MELS autour de la cible globale de 80 % de diplomation chez les moins de 20 ans.

De nouveaux défis pour l'avenir

Les interventions du CRÉPAS et des IRC en matière de prévention de l'abandon scolaire ont considéré le territoire (régional et local) comme un ancrage fondamental. Un triple effort (en matière de sensibilisation, de mobilisation et de partenariat) a donc nécessité de procéder à un recadrage pour convaincre que l'éducation devait redevenir une priorité collective. En s'appuyant sur diverses initiatives locales et gouvernementales québécoises, tout en s'inspirant d'initiatives en région, un mouvement social s'est intensifié. Une fois cette cible nationale de 80 % établie autour de deux concepts moteurs (persévérance scolaire, prévention), déclinée ensuite de façon différenciée selon le territoire (les commissions scolaires et par voie de conséquence les régions), il reste maintenant à espérer que les multiples transactions et les ajustements entre des acteurs d'appartenances diverses (scolaires, sociaux, économiques, communautaires) puissent déclencher le changement visé sous la forme d'un authentique projet de société, contribuant ainsi au développement de chacune des régions.

Il s'agit bien d'expérimenter de nombreux projets d'innovation qui supposent certaines conditions : 1) l'importance de lier la persévérance scolaire à divers enjeux de développement local et régional; 2) l'inscription de la lutte à l'abandon scolaire dans les

1. Fondé en 1982, le Groupe d'étude des conditions de vie et des besoins de la population (ÉCOBES), dont l'appartenance institutionnelle est le Cégep de Jonquière, a œuvré en recherche appliquée et a procédé à de nombreuses enquêtes sociologiques. En 2009, il fut reconnu par le MELS à titre de Centre collégial de transfert de technologie en pratiques sociales novatrices (CCTT-PSN) dans le domaine de l'innovation socio-organisationnelle en santé et en éducation et a pris le nom d'ÉCOBES Recherche et transfert..

priorités de tous les acteurs ; 3) un mode de financement relevant d'une politique publique innovante soutenant le partenariat gouvernement-région grâce à la signature d'ententes spécifiques de régionalisation, et les initiatives de financement public-privé, telles *Réunir Réussir* et *Avenir d'Enfants*; 4) des interventions délimitées à l'échelle locale (école et quartier) ou régionale (IRC et tables de concertation interordres); 5) la mobilisation d'une communauté d'intérêts autour de l'accompagnement des jeunes appartenant à une même école ou à une même entité territoriale; 6) des enjeux relatifs aux inégalités de scolarisation, notamment en ce qui a trait à l'origine sociale des jeunes, aux quartiers urbains défavorisés et aux milieux ruraux.

Le mouvement social présentement en cours au Québec et les nombreuses expériences initiées incitent à réfléchir plus globalement sur le rapprochement devenu nécessaire entre éducation, famille et territoire. Délaissant une lecture centralisatrice de l'école et s'appuyant sur une vision systémique des rapports école-société, une vision commune sur l'importance de l'éducation doit se consolider.

Conclusion

En dépit des efforts consentis depuis la *Révolution tranquille* pour augmenter l'égalité des chances, les inégalités de scolarisation persistent au Québec selon le genre, la région, le réseau public ou privé, le type de programme et l'origine socioéconomique des élèves comme on peut le constater en naviguant sur le site Internet Cartodiplôme². Les difficultés sont nombreuses dès lors qu'il s'agit d'interpréter les différenciations sociales et territoriales observées, celles-ci résultant d'une combinaison complexe de facteurs historiques, économiques, géographiques, démographiques et politiques. Il importe donc de s'interroger sur les causes et les conséquences à long terme de telles inégalités et de promouvoir la persévérance scolaire des jeunes générations. Il est trop tôt pour porter un regard évaluatif sur les stratégies provinciales et territoriales mises en place récemment en matière de lutte à l'abandon scolaire, de nouvelles cibles quant à la diplomation ayant fait l'objet d'un consensus entre la société civile et l'État. Au cours de la présente décennie, il sera donc nécessaire de suivre de près l'évolution des taux de diplomation chez les moins de 20 ans à l'échelle locale, régionale et nationale pour mieux appréhender les effets des plans adoptés autour de la mobilisation des acteurs et pour mieux débattre des enjeux soulevés par les divers modes d'action.

S'agissant d'agir en priorité, selon nous, sur la spirale d'échec d'une génération à l'autre, on doit considérer le fait que les enjeux éducatifs apparaissent désormais indexés à des préoccupations locales et régionales, tout en apparaissant comme un projet citoyen. Comme l'affirment à juste titre Broccolichi et ses collègues, « la territorialisation des politiques éducatives

notamment, fait coexister une multitude d'espaces de décision du national au local, et complexifie du même coup les processus de régulation » (2007 : 32). En outre, nous assistons présentement au Québec à un jeu de forces politiques, économiques et scientifiques autour de cet enjeu de la persévérance scolaire, au sein desquelles les institutions publiques (MELS, Fédération des commissions scolaires, Secrétariat à la jeunesse, tables interordres), les organismes régionaux (conférences régionales des élus, instances régionales de concertation), les grandes entreprises (BMO, Rio Tinto Alcan, Hydro-Québec), les fondations privées (Fondation Lucie et André Chagnon) et de nombreux organismes communautaires (ROCQLD) tentent de négocier les normes, les arrangements et les compromis appropriés.

Comment, en effet, dans l'écheveau d'une problématique sociale déjà complexe et de variations territoriales notables, répartir les responsabilités quant aux processus de régulation qui sont liés à la fois à l'approche politique, à la mobilisation d'acteurs, à l'alliance de partenaires, à la performance d'institutions scolaires, le tout dans un contexte d'innovation ? ■

Références bibliographiques

- BROCCOLICHI, S., B. A. CHOUKRI, C. MATHEY-PIERRE et D. TANCART (2007). « Fragmentations territoriales et inégalités scolaires : des relations complexes entre la distribution spatiale, les conditions de scolarisation et la réussite des élèves », *Éducation & formations*, vol. 74, p. 31-48.
- BOURQUE, D. (2008), *Concertation et partenariat : Entre levier et piège du développement des communautés*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 152 p.
- BOURQUE, D. et L. FAVREAU (2003). *Développement des communautés, santé publique et CLSC*, Cahier du Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS), séries conférences, n° 8, Gatineau, Université du Québec en Outaouais, 25 pages.
- CAILLOUETTE, J., N. DALLAIRE, G. BOYER et S. GARON (2007). « Territorialité, action publique et développement des communautés », *Économie et Solidarités*, vol. 38, n° 1, p. 9-23.
- CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT (1995). *États généraux sur l'avenir de la région. Cadre stratégique du Saguenay-Lac-Saint-Jean*, Jonquière, CRCQ, 93 pages.
- CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION (2010). *Rapport sur l'état et les besoins de l'éducation 2008-2010 : conjuguer équité et performance en éducation, un défi de société*, Québec, Conseil supérieur de l'éducation, 164 p.
- GROUPE D'ACTION SUR LA PERSÉVÉRANCE ET LA RÉUSSITE SCOLAIRES AU QUÉBEC (2009). *Savoir pour pouvoir : Entreprendre un chantier national pour la persévérance scolaire*, Montréal, BMO Groupe financier, 67 pages.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT (2009). *L'école, j'y tiens! Tous ensemble pour la réussite scolaire*, Québec, Gouvernement du Québec, 34 pages.
- PERRON, M. et S. VEILLETTE (2011). « Territorialité, mobilisation des acteurs et persévérance scolaire : le cas du Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire (CRÉPAS) au Saguenay-Lac-Saint-Jean », *Économie et Solidarités* (à paraître).
- SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE (2009). *Stratégie d'action jeunesse 2009-2014*, Québec, Gouvernement du Québec, 102 pages.

2. Produit par la Chaire UQAC-Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ), Cartodiplôme (www.cartodiplome.qc.ca) est un site d'analyse géographique des indicateurs de persévérance et de réussite scolaires. Il présente le portrait spatial évolutif (1999 à aujourd'hui) de la persévérance et de la réussite scolaires au secondaire au Québec selon le lieu de résidence des élèves lors de leur première inscription en 1^{er} secondaire.